



Insécurité sociale à Bercy L'action sociale en danger !

Toutes et tous dans les grèves et les manifestations le 24 juin 2010

Groupe de Travail Action Sociale du 18 juin 2010

Monsieur Le Secrétaire général,

Aujourd'hui, nous abordons la dernière réunion programmée au titre du cycle de discussions dédié à l'avenir de l'Action Sociale et de ses moyens de financement.

La fédération des Finances CGT tient à vous faire part de ses premières appréciations, d'autant plus que dans le relevé de décisions du groupe de travail sur le logement du 15/04/10, une synthèse des travaux nous serait présentée aujourd'hui.

À ce stade de nos discussions, aucun élément ne permet de dire que nous sommes dans un processus de négociation.

La CGT rappelle l'exercice qu'elle avait proposé, à savoir des discussions sur les prestations et leurs nécessaires évolutions afin de tenir compte des effets produits par les modifications sociologiques et démographiques de la population des finances (actifs et retraités).

Pour ne donner que quelques exemples, nous avons formulé, y compris avec notre Union Fédérale des Retraités, des propositions pour mieux satisfaire les besoins de nos retraités, propositions restées lettre morte.

Nous avons également formulé des revendications concernant les personnels non-titulaires.

Sur les prestations dans le domaine du logement, là encore pour ne prendre qu'un exemple, nous avons proposé d'améliorer le droit au logement des agents des finances et de garantir l'avenir de la Masse des douanes en lui donnant, y compris, une dimension Finances. Là encore cette proposition restée lettre morte.

Vous comprendrez donc que la Fédération des Finances CGT sera particulièrement attentive à vos réponses qui doivent nous permettre de vérifier, non seulement le maintien, mais encore plus fondamentalement l'amélioration des prestations d'Action Sociale.

Par ailleurs à l'ouverture du cycle de discussions, notre fédération avait apporté la démonstration de la nécessité de dégager des moyens budgétaires plus importants que les 161 millions d'euros sans lesquels le droit à l'Action Sociale des agents des Ministères Financiers, actifs, retraités, non-titulaires, serait gravement compromis.

Force est de constater que rien ne nous permet aujourd'hui, d'une part d'assurer la reconduction à minima des 161 millions d'euros, d'autre part de constater le dégagement d'autres moyens budgétaires supplémentaires.

Monsieur le Secrétaire général, la fédération des Finances CGT prononce cette intervention à un moment où elle entend rassembler les agents des Finances et leurs organisations syndicales pour imposer, par les grèves et les manifestations, d'autres choix.

Ainsi, les attaques et les régressions potentielles portant sur l'Action sociale, ainsi que celles qui viennent d'être annoncées par le pouvoir exécutif sous l'aiguillon du patronat s'agissant des retraites, confirment que les Ministres organisent une insécurité sociale généralisée.

Bien évidemment la fédération des Finances CGT sera attentive à vos propos s'agissant du groupe de travail de ce jour, et formulera des propositions et des revendications, qu'il s'agisse :

- de la protection sociale complémentaire,
- et encore du rôle que doit jouer l'Action Sociale afin de répondre aux besoins dans le domaine de la petite enfance et permettre par la même, de lutter contre les discriminations et les inégalités.

Notre fédération tient ici à rappeler la nécessité de mettre à disposition un volume de berceaux plus conséquent, y compris pour réduire les inégalités entre les femmes et les hommes.

Monsieur le Secrétaire général, nous terminerons notre intervention par deux considérations :

- les milliers d'agents des finances qui ont répondu à l'enquête initiée par notre fédération concernant l'action sociale, confirment leurs exigences revendicatives pour une action sociale de haut niveau, financée, et devant bénéficier d'un réseau d'intervenants (assistants de service social, correspondants sociaux, délégués) en nombre suffisant, formés et reconnus dans leurs activités,
- la fédération des Finances CGT appelle les agents des finances à se rassembler le 24 juin par la grève et les manifestations pour imposer d'autres choix

Alors que le pouvoir exécutif tente de faire croire, au moyen d'un plan de rigueur de 100 milliards d'euros, sans précédent dans l'histoire sociale dans notre pays, qu'il n'y aurait pas d'argent, la Fédération des Finances réaffirme que:

- l'on nous ment,
- que de l'argent il y en a, et qu'il est donc possible de financer les besoins sociaux.

Il est temps que les Ministres de Bercy apportent de réelles réponses au corpus revendicatif des agents des finances.

BULLETIN D'ADHÉSION

vous pouvez également adhérer à partir de notre site Internet.

Nom : _____ Prénom : _____

Direction : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

☐ Je souhaite adhérer à la CGT

Signature,

Merci de retourner ce bulletin au militant CGT le plus proche de vous ou à :
fédération des finances CGT - Case 450 - 263, rue de Paris - 93515 MONTREUIL CEDEX.